



N° 123

S.M. 3 OFFICES

MARIANISTI – AMMINISTRAZIONE GENERAL – Via Latina, 22 – 00179 Roma – Italia

La crise économique mondiale

*Après une année financière 2008 hors normes,
une attitude prudente pour 2009*

2 février 2009

Fête de la présentation du Seigneur.

Chers frères,

Avec ces lignes écrites en Espagne, daignez recevoir mes salutations fraternelles et mes prières. Que Dieu vous comble de grâces, vous, votre communauté et votre travail tout au long de 2009. Sachez aussi que le Conseil général a prié pour vous au cours de la célébration de l'Eucharistie à la Basilique Notre Dame del Pilar, le jour de la fête de notre bienheureux fondateur, le P. Chaminade.

Au cours des douze derniers mois, quel que soit l'endroit du monde où nous vivons, nous avons été témoins d'événements économiques hors normes. Au cours des six premiers mois de 2008, nous avons vu ou entendu parler de la croissance économique qui se manifestait en certains lieux d'Amérique du Sud, d'Asie, d'Europe de l'Est et d'Afrique.

Et pourtant dans la même période, nous avons constaté la montée quasi exponentielle du prix des marchandises dans le monde entier. Entraînés par le coût du pétrole, le renchérissement des matières premières de production, du carburant pour le transport des biens, et des services que nous utilisons dans la vie courante, a provoqué une hausse conséquente des prix pour nombre de produits de nécessité. Les moins bien lotis ont ressenti le plus durement cette hausse des prix; leur condition critique s'est affichée dans des manifestations chaudes, parfois violentes, pour l'accès à la nourriture, comme notre monde n'en avait pas vues depuis bien des années.

Au cours de cette période (en fait durant toute l'année 2008) les places boursières passaient presque tous les jours du boom à l'abîme. L'instabilité était si envahissante et si "régulière" qu'elle paraissait être la forme normale de l'activité boursière. Cette nouvelle "norme" d'imprévisibilité est exactement l'opposé de ce que les marchés boursiers requièrent par nature. Mais voici le pire: nous le savons maintenant, cette instabilité était le signal de la fin d'une décennie d'expansion économique mondiale.

A la fin de l'année, la plupart des places boursières de par le monde ont perdu presque quarante pour cent de leur valeur; beaucoup ont perdu cinquante pour cent, voire davantage. Les experts nous disent que les pertes des douze derniers mois dépassent les gains de dix ans

Cette année nous avons vu aussi les institutions qu'on supposait être les piliers du système financier mondial trembler implacablement avec des pertes provoquées par le scandale et des pratiques commerciales répréhensibles. De fait, certaines se sont effondrées sous le poids des pertes. Beaucoup d'autres se trouvent au bord de l'écroulement. Pour faire face à cette quasi désintégration du système bancaire mondial, on a vu des actions gouvernementale d'ensemble sans précédents pour secourir les institutions financières et tenter de rétablir un semblant de stabilité dans leurs opérations. Ces actions ont eu pour résultat, tout compte fait, d'éviter péniblement un désastre économique mondial.

Et pendant qu'on renflouait les institutions financières à coups de cautions et de prêts, il est devenu évident que le monde et en particulier les économies des pays les plus "prospères" sont tombés dans une profonde récession économique étayée par une invraisemblable incertitude sur l'avenir économique.

Parce que l'essentiel de la crise touchait d'abord les institutions financières, les marchés boursiers et les opérations macro-économiques, réalités avec lesquelles la plupart des gens ont habituellement peu de contact ou dont ils ont peu de connaissance, on a eu tendance à croire que la crise était lointaine et qu'elle aurait probablement un impact relativement modéré sur la vie de tous les jours. En beaucoup de régions du monde cette distanciation a été plus prononcée tant que la récession s'est maintenue et qu'il y a eu pour les marchandises, le pétrole, l'énergie et les biens de consommation, une diminution rapide des prix accompagnée d'un bas niveau d'inflation.

Maintenant, même si l'effet le plus immédiat a été au niveau des "hautes" finances, les conséquences se sont rapidement et intensément faites sentir un peu partout dans la vie quotidienne des gens ordinaires. Notre dose quotidienne de nouvelles commence presque toujours par les ruines causées par la crise économique: maison perdues, chômage et sous-emploi en hausse, fermetures de commerces et d'usines, réduction des services gouvernementaux, etc ... Je suis sûr que chacun de vous connaît une ou deux personnes atteintes par cette crise.

A titre d'exemple, j'ai été frappe par le rapport de Caritas lors de sa récente réunion dans notre paroisse Saint Roch à Almeria. Depuis l'an dernier les demandes d'aides pour régler les dépenses de santé, d'alimentation, d'habillement, ont triplé et les heures de bureau doivent être étendues bien au delà du temps normal pour accueillir les requêtes. A Vitoria, l'évêque nous a dit que le nombre de repas servis aux pauvres a quadruplé l'an dernier et on estime que beaucoup de gens dans la ville ne prennent qu'un repas par jour.

A mesure que la crise progresse et que les besoins de ceux qui en sont atteints augmentent dans le monde entier, la réduction correspondante des fonds disponibles pour satisfaire ces besoins est tristement réelle.

Au fond, c'est une crise qui nous affecte tous. Il n'y a pas d'immunité!

Son impact sur la Société de Marie

Jusqu'à quel point la Société de Marie en a-t-elle été affectée? Il est difficile de généraliser parce que chaque pays est entré dans la crise d'une manière différente, et les unités ne gèrent pas toutes leurs finances de la même façon. Mais il est clair que notre Société n'a pas été épargnée par les répercussions de cette crise.

L'un des premiers secteurs où les effets sont visibles concerne les portefeuilles d'actions (les fonds de placement), détenus par les administrations des unités ou leurs œuvres. Ces fonds sont une source importante de revenus pour les scolarités, les réalisations et l'entretien des œuvres, les actions et les formations sociales, les soins de santé et les retraites des frères, les besoins administratifs des unités, les formations, ainsi que la subsistance et le développement des jeunes unités de la Société.

La perte de valeur des marchés boursiers a fortement marqué en négatif les rapports de ces placements, et donc affecté inévitablement la capacité de nos unités à faire face à leurs besoins budgétaires. Et selon les politiques de gestion des portefeuilles et les schémas passés de dépenses, le niveau de perte sur les douze derniers mois pourrait très bien faire voir les désengagements actuels envahir le corps entier. Même dans les unités qui n'ont pas de participation dans les marchés boursiers, les taux d'intérêt de l'épargne sont à un niveau historiquement si bas que, même s'ils produisent encore quelques revenus, ces instruments financiers non boursiers sont réduits à un vraiment pauvre niveau.

Nous vivons la même situation à l'Administration générale. La plupart de nos besoins financiers sont assurés par les revenus qui proviennent du portefeuille d'investissements qui a été largement augmenté à la fin des années 80, à la suite de la vente de Regina Mundi. Comme vous le savez, ce portefeuille est destiné à financer les opérations de l'AG, à garnir le fonds de formation et le fonds que nous appelons de solidarité. Les contributions annuelles des unités ne couvrent que trente cinq pour cent du budget de l'AG.

Le portefeuille d'investissements est majoritairement placé aux Etats Unis en dollars US, avec une petite portion de dix à douze pour cent placée à Genève en Euros. Jusqu'à 2007; la majeure partie de ce portefeuille était placée en actions. Au cours des premiers six mois de 2008, sur le conseil des consultants financiers et en accord avec les représentants

temporels de la Société de Marie, nous avons procédé au rééquilibrage de nos biens, pour aboutir à une option plus classique de cinquante pour cent en obligations.

A la clôture de 2007 (l'année financière de l'AG coïncide avec l'année civile), le résultat du portefeuille était plat; c'est-à-dire qu'il n'y avait ni perte ni gain. A la clôture de 2008, et malgré l'action de rééquilibrage, le portefeuille a montré une perte de trente et un pour cent de sa valeur. En plus de cette perte, nous avons été avisés en décembre par la Santander Private Banking de Genève que l'un de nos titres dans leur Optimal Fund, d'environ cent mille dollars US, acheté en 2004, était en totalité compris dans le fonds Madoff et donc perdu pour tout projet à réaliser. (Ceci dit, la semaine dernière, la Banco Santander a annoncé qu'elle a un plan pour rembourser les pertes, exclusivement en actions privilégiées dans la banque. Reste à voir si cela va rétablir le capital du portefeuille et ses finances dans leur intégralité). En fin de comptes, dans la conjoncture actuelle, les finances de l'AG sont dans une situation délicate et requièrent une grande attention de contrôle et de gestion.

Faire front à la crise

Quel chemin d'avenir et comment faire face? Je pense que les mots de notre bienheureux Fondateur, le P. Chaminade, nous donnent un conseil de principe. Dans une lettre (7 janvier 1820, vol.1, lettre 130) à Louis Rothéa, il donne l'indication suivante sur la manière dont on doit gérer les finances de l'école et de la communauté;

Le projet de finances se compose de ce qu'on a à recevoir et de ce qu'on a à dépenser, époque par époque, - ou longue ou courte, au gré de celui qui fait le compte, - mais toujours de manière que les recettes précèdent les dépenses.

Et le P. Chaminade continue des conseils sur l'utilisation des ressources pour financer les besoins de l'institution :

Voilà le projet que je demande.

Vous avez dans la Note du Pensionnat les époques où seront dus les paiements [des élèves].

Vous avez les dépenses dans l'exemple des temps qui ont précédé ou dans votre prévoyance.

Dites ce que vous aurez à dépenser et comment vous y pourvoirez, par vos rentrées et non par des emprunts : les emprunts viennent au secours des finances ruinées et ne sont pas dans l'ordre de finances bien tenues.

Dans les deux situations, notre bienheureux fondateur nous donne l'exemple d'une très grande prudence dans le traitement des produits financiers. Il nous conseille de ne pas vivre au-dessus de nos moyens et de bien garder l'objectif de la mission comme guide pour la prise de décisions en matière de finances.

Dans l'ambiance économique actuelle, ne pas dépasser nos moyens est la réponse la plus élémentaire et la plus efficace que nous puissions faire. Pour l'Administration générale cela entraîne un sérieux re-examen de nos dépenses et la pratique des réductions nécessaires pour conserver nos ressources financières, tout en les ajustant aux exigences de la mission et en s'assurant que les réductions faites n'amputent pas notre capacité à répondre efficacement aux appels de Dieu dans notre mission.

Ce n'est pas là tâche facile, du moment que notre situation financière nécessite une réduction de nos dépenses d'au moins 15 à 25 %. Dans le cadre de cette politique de sauvegarde de nos ressources, nous avons relocalisé la réunion de l'Assemblée générale de gouvernement à *Via Latina* qui mettra à disposition ses moyens matériels et personnels pour toute la durée de l'assemblée. Nous avons également réajusté les engagements des fonds pour la formation et pour la solidarité en fonction des ressources disponibles. Et nous sommes en train de restreindre les réapprovisionnements et les augmentations de capital à ce qui est absolument nécessaire pour l'avenir prévisible.

Suivre les avis du bienheureux Chaminade, est-ce une réponse d'ensemble pour la Société prise dans son tout? Comme je l'ai mentionné plus haut dans cette lettre, la diversité des modes sous lesquels se manifeste la crise d'un pays à l'autre rend difficile toute généralisation. Nous savons que beaucoup d'œuvres et quelques unes de nos unités ont déjà inventé des stratégies pour faire face à la crise. Beaucoup de ces actions sont efficaces et dans l'esprit de prudence recommandé par notre saint Fondateur. En se basant sur ces actions et dans le même esprit, les suggestions suivantes pourraient être une aide pour orienter d'autres actions à venir dans la Société.

- En relation avec le conseil de vivre selon nos moyens, écoutons l'appel évangélique permanent de notre vocation religieuse qui nous suggère un style de vie simple. En conséquence, pour répondre à cet appel et nous rendre solidaires de nos frères et sœurs affectés par la crise, ne pourrions nous pas, à tous les niveaux de la Société (individus, communautés, unités) inaugurer une politique de réduction de nos dépenses, au moins de 10 à 15% sinon de 25 %, en 2009 et 2010, tout en comprenant bien que ces réductions ne doivent pas, par ricochet, affecter notre capacité d'exercer notre mission?

Les économies provenant de ces réductions pourraient alors être mises au service de la mission locale, à l'intérieur de l'unité ou en solidarité avec d'autres unités qui

auraient besoin d'aide. Ces économies pourraient aussi réduire les demandes de subventions de l'unité ou procurer des ressources supplémentaires à l'unité par le biais d'une contribution locale accrue et, par là, soulager la pression sur le portefeuille.

- Il semble réaliste, dans le contexte économique présent, de passer en revue tous les projets en cours de réalisation ou de prévision (dans les œuvres et les unités) pour le court et moyen terme, afin de vérifier qu'ils sont viables et ne pas mettre une trop forte pression sur les ressources disponibles limitées. Dans les temps actuels, le recours aux marchés d'emprunts doit être fait avec vigilance et prudence.
- En accomplissant notre mission, compte tenu des fonds disponibles, il est périlleux dans les temps actuels d'augmenter les ressources mises à la disposition de nos étudiants et de ceux auxquels nous nous adressons et qui sont affectés sévèrement par la crise
- Pour le plus long terme, nous pourrions peut-être recourir à notre pédagogie pour aider la génération montante à comprendre le piège de décisions économiques qui ne reposent pas sur le bien commun. Comme le Saint Père nous l'a rappelé dans son message pour la célébration de la journée mondiale de la paix 2009, "la Communauté chrétienne ne manquera jamais de donner à la famille humaine tout entière son soutien dans les élans de solidarité créative, non seulement pour donner le superflu mais surtout pour que changent « les styles de vie, les modèles de production et de consommation, les structures de pouvoir établies qui régissent aujourd'hui les sociétés.... »

Cher frères, écrire cette lettre a été une gageure, parce que le message est manifestement sombre, et qu'il exige de notre part des actions difficiles à entreprendre. Mais je trouve une consolation dans l'espérance engendrée par la foi qui nous dit que Dieu fait tourner toutes choses en bien. Notre amour fraternel est un pilier de cette espérance: il nous donne l'assurance que tous ensemble nous pouvons affronter l'avenir non seulement avec prudence, mais encore avec l'audace apostolique qui caractérisait notre saint Fondateur. Prions pour avoir le courage et la force d'entreprendre cette tâche.

Fraternellement.



Frère Edward A. Violett, SM

Assistant Général pour le Temporel.